

ARRÊTÉ

Arrêté de prescriptions complémentaires portant modification de l'autorisation dont bénéficie le SMET 71 pour le centre de stockage de déchets ménagers et assimilés sur la commune de Branges

N°DCL-BRENV-2024- 359 -1

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, L.541-1, L.541-15, R.181-45, R.181-46 et R.512-35 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°99/3765/2-2 du 10 novembre 1999 modifié autorisant l'exploitation d'une installation de déchets ménagers et assimilés sur la commune de Branges ;

Vu l'arrêté préfectoral n°06/0014/2-3- du 5 janvier 2006 imposant la remise en état final du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de Branges par le SMET 71 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012188-0005 du 6 juillet 2012 imposant des servitudes d'utilité publique au site du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de Branges ;

Vu le porter à connaissance du SMET 71 d'un projet de parc photovoltaïque sur le site du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de Branges ;

Vu le rapport et les propositions du 23 octobre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que le projet de parc photovoltaïque peut entraîner des risques pour la bonne gestion du centre de stockage de déchets ménagers ou assimilés ;

Considérant que le projet de parc photovoltaïque ne constitue pas une modification du centre de stockage au sens du IV de l'article L122-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications portées à connaissance ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement et ne sont en conséquence pas considérées comme substantielles au regard de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, il convient d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 1999 modifié susvisé ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture du département de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION

Le Syndicat Mixte d'Études et de Traitement des Déchets Assimilés du département de Saône-et-Loire (le SMET 71) dont le siège social est situé route de Lessard-le-National, 71150 Chagny, autorisé à exploiter sur le territoire de la commune de Branges, un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés, est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté en plus de celles des actes antérieurs non abrogés.

Le SMET71 est autorisé, sous réserve du respect du présent arrêté, à procéder ou à faire procéder à la mise en place et à l'exploitation d'une centrale photovoltaïque selon les dispositions du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables et notamment du code civil, du code de l'urbanisme, du code de la construction et de l'habitation et du code général des collectivités territoriales.

Le présent arrêté ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 2 : POURSUITE DU SUIVI POST-EXPLOITATION

L'aménagement et l'exploitation de la centrale photovoltaïque ne doivent pas faire obstacle au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2006 susvisé.

En particulier, avant le démarrage du chantier de construction de la centrale, l'exploitant réalise un balisage des équipements nécessaires pour assurer dans de bonnes conditions le suivi post-exploitation de l'ancien site de stockage de déchets (réseaux de collecte des eaux de ruissellement, de captage du biogaz, de collecte des lixiviats, piézomètres, torchère, bassins,...). Ces équipements doivent être maintenus en place, opérationnels et facilement accessibles le cas échéant.

Aucun aménagement n'est réalisé dans un rayon de 3 m autour des réseaux de collecte du biogaz et des lixiviats.

Une convention est signée entre le SMET 71 et les porteurs de projet de la centrale photovoltaïque (le syndicat d'économie mixte Saône-et-Loire Energies Renouvelables et la commune de Branges) afin de définir les responsabilités de chacun, et fixer les modalités nécessaires à la bonne réalisation du suivi de post-exploitation du site de stockage de déchets (conditions d'accès aux ouvrages, mesures de sécurité à respecter,...). Cette convention est tenue à disposition de l'inspection de l'environnement.

ARTICLE 3 : MESURES VISANT À GARANTIR L'INTÉGRITÉ DE LA COUVERTURE FINALE

Pour ne pas porter atteinte à l'intégrité de la couverture finale de l'installation de stockage de déchets :

- la fixation des panneaux s'effectue hors sol sur des longrines en béton ou tout autre dispositif équivalent ;
- avant le début des travaux, une étude spécifique relative à l'adaptation des sols et sous-sols à la mise en place des panneaux photovoltaïques est réalisée.

Cette étude devra évaluer notamment les tassements attendus (différentiels et globaux) liés à l'installation des fondations lestées pour la mise en place des panneaux photovoltaïques, mais aussi la pression au sol liée aux effets climatiques.

Compte-tenu de l'impossibilité de réaliser des sondages profonds afin de conserver la pérennité de la couverture, cette étude ne pourra aboutir qu'à des ordres de grandeurs. Les mesures prises devront tenir compte de cette incertitude.

En fonction des tassements attendus, une réhausse ponctuelle de la couverture au niveau de ces plots devra être réalisé.

Cette étude devra être soumise pour avis à l'inspection de l'environnement.

D'autres solutions équivalentes pourront être proposées ;

- le réseau électrique nécessaire au transport de l'énergie au droit du massif est installé au sol ou hors sol, accrochées sur la structure des panneaux (chemins de câbles en acier galvanisé et/ou PVC). Des dispositions équivalentes peuvent être proposées.

Un suivi topographique précis de la couverture du centre de stockage est réalisé aux fréquences suivantes :

- avant travaux et mise en place des panneaux au titre de l'état initial ;
- 1 an après la mise en exploitation puis à la 3^{ème} année et à la 5^{ème} année d'exploitation ;
- Ensuite, si les résultats des précédents suivis topographiques ne révèlent aucune évolution défavorable de la couverture, et après accord de l'inspection de l'environnement, la fréquence de suivi topographique pourra être quinquennale. Dans le cas contraire, elle restera bisannuelle.

ARTICLE 4 : GESTION DES EAU DE RUISSELLEMENT ET DU RISQUE D'ÉROSION

La gestion de l'ensemble des eaux pluviales ruisselant sur les panneaux photovoltaïques installés au droit du centre de stockage doit être assurée de sorte qu'il y ait le moins de perturbation hydrique.

Les dispositions suivantes sont respectées :

- les modules des panneaux photovoltaïques mis en places ne sont pas jointifs afin de permettre un écoulement des eaux pluviales entre modules ;
- les fondations des panneaux devront limiter l'effet barrière au ruissellement des eaux pluviales (choix des matériaux, disposition et implantation des fondations) ;
- des contrôles réguliers, au moins annuels, doivent permettre de localiser les zones soumises à érosion. Le cas échéant, des actions correctives sont mises en place ;
- le couvert végétal doit être assuré sur la totalité de l'ISDND, en permanence, que ce soit sous et entre les panneaux photovoltaïques.

ARTICLE 5 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

5.1. Référentiels applicables :

L'ensemble de l'installation est conçu selon les préconisations du guide UTE C15-712-1 de 2013 en matière d'installations photovoltaïques raccordées au réseau public de distribution.

5.2. Mesures de protection :

Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension. Cet objectif peut notamment être atteint par les dispositions suivantes :

- un système de coupure d'urgence de la liaison DC* est mis en place, positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque, piloté à distance depuis une commande regroupée avec le dispositif de mise hors tension des installations ;
- le site est équipé d'un arrêt d'urgence général permettant de répondre aux principes définis par la C15-712-1 :
 - l'interrupteur général est facilement accessible (au niveau du poste de livraison à l'entrée du site). Il est accompagné d'un plan schématique simplifié de l'installation et d'une notice d'intervention pour les services de secours ;
 - il est de type télécommandé électrique (déclencheur à manque de tension ou équivalent) et a pour résultante le découplage de la centrale du réseau de distribution ;
 - une signalisation est assurée par l'extinction d'un voyant blanc qui indique la coupure effective.

5.3. Signalétique :

Les différents types de signalisation respectent le paragraphe 15 « Signalisation » de UTE 15712-1.

Les principaux composants constituant l'installation photovoltaïque sont identifiés et repérés par des étiquettes facilement visibles et fixées d'une manière durable en correspondance avec les plans et schémas de l'installation : boîtes de jonctions, coffrets DC/AC*, câbles DC/AC*, onduleurs, dispositif de protection et sectionnement, dispositif de coupure pour les services de secours, etc.

Les étiquetages normalisés présentés dans le guide UTE C15712-1 sont respectés.

5.4. Contrôles / attestations :

La conformité au guide C15-712-1 de 2013 est assurée par un certificat de conformité délivré par un organisme agréé en application de l'article L. 311-13-5 du code de l'énergie.

* DC : Câble de courant continu / AC : Câble de courant alternatif.

ARTICLE 6 : INFORMATION DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Sur le portail d'accès au site sont affichées de manière lisible les coordonnées du responsable du site à contacter en cas d'urgence.

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection de l'environnement, les accidents et incidents survenus dans le cadre du suivi de post-exploitation de l'installation de stockage de déchets, mais également du fait du fonctionnement de la centrale photovoltaïque.

Il fournit, sous 24 heures, à l'inspection, un premier rapport écrit sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet lui est adressé sous 15 jours au plus tard.

ARTICLE 7 : REMISE EN ÉTAT EN FIN D'EXPLOITATION DE LA CENTRAL PHOTOVOLTAÏQUE

Un an après la fin de l'exploitation de la centrale photovoltaïque, l'intégralité de l'installation est démantelée :

- tous les équipements présents, y compris les panneaux photovoltaïques, font l'objet de valorisations dans les filières de recyclage autorisées et selon les meilleures techniques disponibles,
- toutes les liaisons électriques internes sont retirées.
- après l'enlèvement des longrines/plots en béton ou dispositif équivalent et de l'ensemble des superstructures :
- l'intégrité de la couverture du centre de stockage est vérifiée ;
- la couverture fait l'objet d'un modelage permettant de conserver une pente uniforme par apport de terre végétale ;
- les zones non végétalisées, du fait notamment de l'enlèvement des longrines/plots en béton et des postes de transformation sont ré-ensemencées avec des espèces d'essences locales à fort recouvrement et à faible enracinement.

Les pentes de l'intégralité du site doivent permettre un bon écoulement des eaux pluviales de ruissellement vers les ouvrages de collecte prévus à cet effet.

Ces travaux de remise en état font l'objet d'une validation par un organisme tiers indépendant choisi en accord avec l'inspection de l'environnement.

Un récolement des travaux de réaménagement, comprenant un plan topographique, est adressé à l'inspection de l'environnement.

ARTICLE 8 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de Branges et de Chagny et

peut y être consultée ;

- Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de Branges et de Chagny pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de Saône-et-Loire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

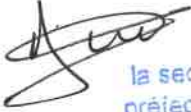
Le présent arrêté est notifié au SMET 71 domicilié - route de Lessard-le-National, 71150 Chagny

ARTICLE 9 : EXÉCUTION – AMPLIATION

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet de Louhans, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté (DREAL BFC), les maires des communes de Branges et Chagny et les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Mâcon, le 24 Décembre 2024

Le préfet

 Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application des articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).